

L'AMI DU PEUPLE,

O U

LE PUBLICISTE PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la patrie,
du Moniteur, du Plan de constitution, &c.

Vitam impendere vero.

Du Vendredi 11 Mars 1791.

Examen de la conduite du général à Vincennes, le 25 février 1791. — Ses efforts pour mettre aux prises les gardes nationaux entr'eux, allumer la guerre civile, et favoriser la fuite de la famille royale.

J'ai déjà observé que le général termine la lettre qu'il a publiée dans une feuille (1) dont il dispose par cette phrase dérisoire.

» Au reste, si ma conduite dans le cours de cette
» journée a pu être utile, j'abandonne volontiers à
» mes ennemis la consolation d'en critiquer quelques
» détails ». Signé La Fayette.

Parodie du discours de Scipion accusé devant le peuple de Rome. Comme Motté n'est rien moins qu'un Scipion, nous n'irons point rendre grâces aux

(1) Elle est intitulée assez improprement *le patriote français*.

dieux des victoires qu'il n'a pas remportées sur les ennemis de la patrie ; mais nous examinerons les coups qu'il vouloit porter aux défenseurs de la liberté devant le château de Vincennes , pour mettre aux prises entr'eux les gardes nationaux , allumer la guerre civile , et favoriser la fuite du roi.

Commençons par transcrire ici (1) le témoignage d'un véritable soldat de la patrie , citoyen éclairé , qui a été témoin de tous les faits , et principal acteur des événemens de la journée : patriote sage et ferme , qui n'a pas peu contribué au salut de la chose publique dans ces momens de crise qui pouvoient consommer la perte de la liberté.

Rapport de M. Santerre , commandant du bataillon des Enfants-Trouvés , relativement à l'affaire de Vincennes , en date du vingt-huit.

D'après les bruits répandus la veille dans le fauxbourg Saint-Antoine , j'envoyai , à une heure du matin , par un cavalier de la porte Saint-Antoine , une lettre à M. le maire et à M. le commandant-général , dans laquelle je leur disois qu'il étoit à craindre que , vers les neuf à dix heures du matin , au moment du déjeuner des ouvriers , ils ne se rassemblassent pour se porter à Vincennes.

Quatre heures après , je consignai la compagnie du centre ; j'invitai le commandant de bataillon de la section voisine à en faire autant , en lui faisant part de mes inquiétudes.

Sur les sept heures du matin , je me rendis à cheval à ma section , pour y attendre les ordres et m'assurer de mon poste.

Vers les huit heures le peuple commença à s'at-

(1) C'est un devoir d'autant plus important que M. Santerre n'a pas le trésor public à sa disposition pour propager la vérité , comme le général pour répandre ses impostures et celles de ses valets ou de ses agens.

trouper à la porte de la section ; je lui remontrai le danger qu'il y avoit d'aller à Vincennes : beaucoup se retirèrent.

Vers le neuf heures et demie la foule augmenta. Je ne cessai de haranguer ; mais malgré mes efforts je ne pus réussir , parce qu'il y avoit des souffleurs. L'on sonna le tocsin , l'on battit la générale. Je n'abandonnai pas pour cela le peuple. Je ramenai ceux qui m'environnoient , mais plus loin les instigateurs qui étoient en nombre , détruisoient les vérités que j'étois seul à démontrer. L'on cherchoit même à me faire passer pour un traître et un suborneur ; il fallut , à l'appui de mes raisonnemens , toute la confiance que le peuple avoit en moi pour ne point succomber.

Je rentrerai à la section , à peine y fus-je , que l'on accourut me dire que tout étoit en mouvement ; et que même la garde , au nombre de près de cent hommes , étoit persécutée , et qu'on lui avoit persuadé qu'il falloit , pour ne pas être écrasé par le fort de Vincennes , l'abandonner.

J'engageai M. Raffy , officier municipal , alors en écharpe , et M. Béchét , qui étoient à la section , un de nos présidens et assesseurs , à sortir , à calmer les esprits : ils firent tout ce qui étoit en leur pouvoir ; mais ils n'eurent pas pour cela plus de succès.

Je sortis de nouveau , mais à cheval , afin d'être plus à portée de me faire entendre ; le peuple plus animé , sollicité par de mal-intentionnés , me fit l'objection que je le quittois , (et cela parce que j'allois du côté de la ville) , que je le trahissois , que que j'allois chercher la réserve : il voulut me faire marcher à sa tête ; il tiroit mon cheval d'un côté et de l'autre. Je déclarai cependant que je ne marcherois pas sans un ordre de M. Raffy , officier municipal , alors à la section ; j'allai le lui demander , et lui déclarai , que quelqu'il fût , je l'exécuterois , même au péril de ma vie. Il m'en donna un conçu en ces termes.

Section des Quinze-vingt ; comité civil et de police.

» Je soussigné officier municipal, prie M. Sans terre, commandant de bataillon, de maintenir la tranquillité publique, par la voie de douceur et de tempérance, dans le fauxbourg Saint-Antoine et l'étendue de la municipalité de Paris, et de se tenir prêt à marcher à la première requisition de la municipalité de Vincennes, aussi pour le maintien du bon ordre. Fait au comité ce 28 février 1791, une heure après-midi. Signé Raffy.

Les soldats attendoient cet ordre, je le leur lus et leur observai, que s'ils ne me promettoient pas de le suivre entièrement, en ne passant pas les murs de Vincennes, qui forment l'enceinte de la municipalité de Paris, je ne partirois pas : la pluralité me le promit ; les murmures de la minorité me firent croire que trop de fermeté pourroit me faire perdre mes soldats, et aux soldats leur commandant.

Je partis avec ma garde ; mais en avant et des deux côtés, une foule de peuple nous accompagnoit : vers le milieu de l'allée de Vincennes, j'aperçus M. Desmottes, aide-de-camp ; il n'étoit pas en uniforme, et il étoit suivi de quatre cavaliers qui revenoient de Vincennes au grand galop, à travers la foule du peuple. Du plus loin qu'on l'aperçut, on courut vers lui ; je lui fis signe avec la main, d'aller au pas, il n'en fit rien, il deviat du pavé sur la terre ; le peuple cria qu'il alloit chercher la réserve, sauta aux brides arrêta les cinq cavaliers ; ils voulurent résister au peuple : alors ma troupe, qui avoit vu et entendu mes cris et mes signaux d'invitation d'aller au pas, se mit entr'eux et le peuple, pour les débarrasser ; on répandit que M. Desmottes avoit commandé aux cavaliers de faire feu, afin d'égarer la garde ; je me jettai à travers les bayonnettes, et le fis remonter à cheval, le peuple le força à redescendre, ainsi que ses quatre cavaliers, et à aller à pied en menant leurs chevaux par la bride. A peine avions-nous repris notre marche, que j'aperçus une douzaine de cavaliers qui accouroient à notre rencontre ; ils nous abordent, je quitte

mon rang, je vole au milieu du peuple, j'empêche les voies de fait; mais sans pouvoir empêcher que les cavaliers ne fussent encore contrainis de mettre pied à terre, et de mener leurs chevaux par la bride.

Arrivé aux limites de notre municipalité, je fis faire halte, et pour prévenir les réflexions de ma troupe, je lui dis: » mes amis, vos intérêts et ceux » du peuple sont les mêmes, mais notre devoir est » différent; je vous propose d'envoyer trois députés prendre les ordres de la municipalité de Vincennes ». Messieurs de Vergille un autre grenadier et Duclos, chirurgien-major, furent envoyés; trois quarts d'heure après, je reçus l'ordre suivant:

» La municipalité de Vincennes requiert la garde » nationale de Paris de se rendre à l'instant à » Vincennes, pour assurer la tranquillité publique, » par les voies les plus douces. Ce 28 février 1791; » signé, Lemaître, maire, Thomas, Boudin, L. Girard, F. Chevereau ».

Je partis alors pour entrer dans Vincennes; nous fûmes reçus par la garde du lieu, je rangai mon détachement près de l'endroit où étoit la municipalité; je me concertai avec elle, on me trouva une chambre pour mettre un moment ma troupe: alors est arrivé M. Colot de Verrière, commandant de bataillon de St. Gervais, avec M. Malletot, aide-major des blanc-manteaux; Us firent part des ordres de la municipalité de Paris, en annonçant qu'ils avoient 1800 hommes et des pièces de canon. Je pris les ordres concertés avec la municipalité de Vincennes, qui furent de me rendre à la chambre indiquée; lorsque tout mon monde fut entré, je » leur dis: » Mes amis, notre position est épineuse, » mes talens sont insuffisants; il existe parmi nous » des gens plus éclairés que moi; j'offre ma démission, mes epaulettes, et je me mets dans les » rangs ».

Personne ne voulut me remplacer, je dis que si l'on ne faisoit pas à l'instant le serment d'exécuter ponctuellement mes ordres, je ne sortirois pas. Ce

serment fut fait, alors je me portai sur la place qui est en face du château, où étoit la troupe rangée en bataille, je pris mon rang de bataillon; un moment après je vis venir de mon côté le général, accompagné de M. Desmottes, de plusieurs aide-de-camp, et d'une douzaine d'hommes à cheval. Le général demanda où étoit M. Santerre; je me présentai; il me dit : comment ! vous avez fait tirer sur mon aide-de-camp ! Je lui répondis, que son aide-de-camp (M. Desmottes) ne disoit pas la vérité; que les cavaliers qui l'accompagnoient seroient témoins contre lui : M. Desmottes s'avance, et pour prouver au général qu'il ne le trompoit pas, il osa répéter que j'avois fait tirer sur lui; je lui soutins fermement que c'étoit faux. Les grenadiers de mon détachement, à la tête desquels j'étois, et qui avoient été témoins de ma conduite, ne purent se contenir, et dirent au général, que leur commandant n'étoit pas fait pour être inculpé sur de faux rapports, qu'il étoit déplacé de l'apostropher ainsi à leur tête, et sur-tout lorsqu'on savoit qu'ils avoient été témoins de sa conduite.

La persuasion où le général avoit paru être que M. Desmottes ne lui en avoit pas imposé, avoit aigri un moment les soldats, en ce qu'il y avoit lieu de croire, suivant eux, qu'en s'étoit flatté par là de les lui faire regarder et traiter comme rebelles. Cependant, sur mes observations, ils se rangèrent au devoir, et exécutèrent les manœuvres commandées par le général, dans le rang où je me plaçai avec eux, après la troisième division, rang que nous n'avons quitté, quoi qu'en puisse dire, qu'à la porte de notre section.

Je ne dissimulerai pas que toute la troupe fut difficile à contenir, lorsqu'elle y eut emmener prisonnier, leurs voisins, leurs frères, leurs amis et leurs enfans.

Ma position dans cette affaire a été précisément celle (1) du général le 6 octobre 1789; les es-

(1) C'est une observation très-fine du brave San-

prits prévenus ou malveillans ne détruiraient point cette vérité.

Je sùr que la maniere dont le général m'a inculpé à Vincennes et m'a exprimé son mécontentement à la tête de mon détachement, n'est pas venue de lui, il ignoroit la disposition d'esprit d'une partie des soldats de ce détachement, et il n'eût pas agi de cette maniere, si le sieur Desmottes n'eût pas été lui dire que j'avois ordonné de tirer sur lui, moi qui venoit de lui sauver la vie en exposant la mienne.

Cette fausse imputation, qu'il osa soutenir devant le général, courrouça tout mon détachement, et nous exposa à voir renouveler l'affaire de Nancy. Le général vit que mes soldats demandoient la mort, plutôt que de souffrir une injustice envers leur commandant. On se plut en même-tems à repandre que *c'étoit Santerre et les vainqueurs de la Bastille qui vouloient s'opposer à la loi.* On plaça devant nous de l'artillerie, derrière, de la cavalerie, à droite, un bataillon courroucé, à gauche, de la maréchausee. Heureusement il ne se brûla pas une première amorce, car les désastres qu'elle auroit causés sont incalculables; sur-tout si l'on rassemble toutes les circonstances de cette journée, ce qui s'appretoit aux Tuilleries, &c. &c. Pour moi, c'étoit là toute ma crainte, et il me suffit du témoignage de ma conscience, et de la satisfaction d'avoir contribué de toutes mes forces à empêcher cette source de maux.

Signé, Santerre.

Extrait du régistre des délibérations des assemblées générales de la section des Quinze-Vingt.

L'assemblée a pris en considération les inculpations calomnieuses débitées avec astuce et affectation dans toute la capitale, contre M. Santerre, commandant du bataillon de la section. Pour répondre à ces invectives, sachant que M. Santerre n'a aucun besoin justifier sa conduite du 28 février dernière : avec cette différence toute-fois qu'il rongeoit son frein pour le salut de la patrie, et que Moitié le rongeoit de désespoir. (Note de l'Ami du peuple.)

nier ; elle se borne à l'inviter de continuer ses fonctions , avec ce patriotisme éclairé qui a caractérisé toutes ses démarches et ses opérations depuis le 13 juillet 1789.

L'assemblée a arrêté en outre que cette partie du procès-verbal seroit imprimée et envoyée aux 47 autres sections , et 59 autres bataillons de la capitale , au département et au club des Jacobins.

Enfin la présente délibération seroit à l'ins-tance de tous les membres de l'assemblée , à l'effet de lui donner plus d'authenticité.

Ainsi ont signés , Feche , président ; Gosselin , Leduc , Leger , Boisseau , Michel , Briston , Gérard , Mouton , Castille , Drouille , Jadot , Rossignol , D.-D.-G. Savard , Baldo , Antoine , Lorrain , Bedault , Bory , Lagrange , Quanon , Garnier , Lejeune , Daneau , Avril , Godaillier , Cauge , Petit , Dunée , Doré , Mignard , Weleer , Monétrel , Louis , Chatelle , Guillaïn , Rebour , Hugnier , Pellerin , Douanay , Rot , Masquiller , Jury , Hebert et Bertin , etc.

Pour copie conforme , RENET , *secrétaire-greffier.*

Nota. On a répandu hier avec profusion une notice intitulée : journal du 28 , et signée Desmottes ; cet aide-de-camp , qui osa dire au général , en face de l'armée Parisienne , à Vincennes , que j'avois ordonné qu'on fit feu sur lui , n'ose répéter ici cet impudent mensonge ; il dit : « M. Santrere , » qui conduisoit le détachement , ne donnoit aucun » ordre à sa troupe , et ne s'opposoit en aucune » manière à la violence qu'on se permettoit contre » moi. » C'est cependant sur un pareil rapport qu'on a araché un placard de la municipalité , qui tend à inculper mon détachement et moi , sans nous avoir entendus. Je déclare que je me pourvoirai dans les tribunaux contre cet aide-de-camp , que sa conduite et la mienne seront mises au grand jour , et que la justice prononcera , entre mes accusateurs et moi , citoyen connu avant , comme après la révolution. (*A demain les observations de l'Ami du peuple.*)

MARAT , l'ami du peuple.

DE L'IMPRIMERIE DE MARAT.